



REVUE DE PRESSE

Lundi 1^{er} avril 2019



Procès Tapie, Air Cocaïne et débat politique

Aujourd'hui

Réquisitoire au procès Tapie.

Plus de dix ans après les faits et après trois semaines d'audience sans chamboule-tout, le procès à Paris de Bernard Tapie (Photo AFP) pour «escroquerie» dans l'affaire de l'arbitrage controversé de 2008 entre dans sa dernière ligne droite, avec le réquisitoire du ministère public. Il encourt sept ans de prison et 375.000€ d'amende.

«Air Cocaïne» à l'heure des réquisitions.

Des centaines de kilos de cocaïne, d'ex-pilotes de chasse aux commandes d'un jet privé, de multiples rebondissements de la République Dominicaine à Saint-Tropez, et neuf accusés... L'avocat général prend ses réquisitions dans la tentaculaire affaire «Air Cocaïne». Verdict vendredi.



Le nom de la nouvelle ère impériale au Japon dévoilé. Événement historique, le gouvernement japonais annonce le nom de la nouvelle ère impériale, celle qui accompagnera

le règne de l'empereur Naruhito lorsqu'il succédera à son père, l'actuel souverain Akihito, le 1^{er} mai.

Demain

Mobilités. Le Sénat vote sur le projet de loi d'orientation des mobilités (LOM) qui, sur fond de crise des «gilets jaunes», entend apporter des réponses aux difficultés de transports de nombreux Français, tout en intégrant l'enjeu environnemental. Le texte ira à l'Assemblée dans l'objectif d'une adoption définitive en juillet.

Mercredi

«Gilets jaunes» et violences.

Quels moyens mettre en œuvre pour contrer la violence qui émaille régulièrement les manifestations des «gilets jaunes»? La ministre de la Justice

Nicole Belloubet et le nouveau préfet de police de Paris, Didier Lallement, vont être entendus par la Commission des lois du Sénat sur la question.

Judi

«Grand débat» : la der de Macron. Après près d'une centaine d'heures d'échanges, Emmanuel Macron boucle son tour de France des régions avec un ultime débat en Corse, alors que l'exercice provoque l'irritation croissante de l'opposition qui attend désormais des actes.

Européennes : des têtes de liste sur France 2.

France 2 organise le premier grand débat entre têtes de liste pour les élections européennes du 26 mai. La chaîne publique a invité neuf candidats mais pas Benoît Hamon, qui a saisi la justice administrative.

Dans les autres partis

«Vote anti-Macron» contre «Europe solidaire»

Les Républicains pourraient jouer les arbitres de ces Européennes. Selon les derniers sondages, ils sont derrière la liste LREM, portée par l'ex-ministre Nathalie Loiseau, et le RN, représenté par Jordan Bardella. La gauche part, elle, divisée avec des listes PCF, LFI, Génération et EELV, sur laquelle on trouve la Charentaise Françoise Coutant. Place Publique et le PS se sont



Françoise Coutant. Arch. CL

alliés autour de l'essayiste Raphaël Glucksmann. En 2014, le FN était arrivé en tête en Charente. Malgré la mise en examen de Marine Le Pen et du FN (devenu Rassemblement national, RN) dans le cadre de l'enquête sur les soupçons d'emplois fictifs du parti au Parlement européen, Isabelle Lassalle, responsable départementale du RN en Charente, qui était sur la liste il y a cinq ans, est confiante. «Les gens s'intéressent plus à l'Europe. On est dans un milieu agricole, viticole, on est la France des oubliés. On peut envisager un meilleur score qu'en 2014. On est la seule liste d'opposition à l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui. On souhaite une Europe des nations avec plus de protectionnisme,



Isabelle Lassalle. Arch. CL

notamment au niveau économique.» Sur les flux migratoires, «on ouvre les portes, les fenêtres, on ouvre tout», insiste la conseillère municipale de Cognac. «Tout le monde rentre. Il faut mieux sélectionner.» Isabelle Lassalle espère que ce scrutin sera «un vote sanction contre Macron». Pour LREM, le député charentais Thomas Mesnier se bat justement «pour que ce vote

ne se transforme pas en référendum pour ou contre le président de la République». «Faire ça, c'est faire le jeu des anciens partis. On est le mouvement à avoir le plus mis l'Union européenne en avant.» Pour lui, cette liste est «celle d'une Europe plus solidaire, plus écolo, plus sociale, celle d'une Europe de la Défense avec une armée européenne.» Reste à battre le RN. «Je ne me résous pas à avoir une Charente Front national. En cinq ans, les députés européens n'ont rien fait pour l'Europe. Même quand ils avaient la possibilité de voter des lois qui allaient dans le sens de ce qu'ils disent sur les plateaux télé (sur les contrôles aux frontières, sur la sécurité dans les avions), ils ont voté contre.»

Bellamy drague la Charente

■ Les élections européennes, c'est le 26 mai ■ Alors que LREM et le RN sont au coude-à-coude dans les sondages, François-Xavier Bellamy, tête de la liste des Républicains était à Cognac samedi.



François-Xavier Bellamy en a serré des mains samedi soir à Cognac. La tête de liste des Européennes était en meeting devant près de 300 militants.

Photo Renaud Joubert

Lénaëlle SIMON
lsimon@charentelibre.fr

Une entrée de rock-star, fendant la foule et serrant des mains, des applaudissements nourris, la Mar-seillaise chantée en clôture. À moins de deux mois du scrutin, François-Xavier Bellamy, 33 ans, la tête de liste LR pour les Européennes, quasi inconnu il y a trois mois, était samedi soir à Cognac, à l'invitation des fédérations LR Charente et Charente-Maritime. Catholique, libéral, très conservateur, flattant le chauvinisme de ses spectateurs. «Je suis heureux d'être dans cette ville qui a marqué l'Europe. [...] Le cognac c'est 3 milliards d'euros d'exportations. On a besoin de l'Europe pour nous aider à protéger les appellations et les savoir-faire.» Face à lui, plusieurs visages de la droite charentaise dont le président du Département, François Bonneau mais aussi Francis Hardy, ancien maire de Cognac et une salle de près de 300 personnes presque toute acquise à sa cause. L'enseignant de 33 ans, agrégé en philo, yeux bleus, visage poupon, parle

sans note... comme un certain Emmanuel Macron lors de sa campagne éclair. Il déroule ses rêves («d'un monde dans lequel on est capables de produire ce que l'on consomme»), ses inquiétudes (face «à l'incroyable faillite de l'école»), à «la folie des flux migratoires pas maîtrisés qui ne peuvent produire que du malheur à grande échelle»), ses propositions.

«Maîtrise des frontières»

D'abord les mêmes règles drastiques à ceux qui viennent vendre en Europe qu'à ceux qui y produisent. Ensuite une nouvelle révision de la directive des travailleurs détachés, réponse faite à un spectateur qui s'étonne être payé 12 à 15€ de l'heure, alors que dans son entreprise, «des travailleurs roumains et polonais, recrutés par des boîtes d'intérim françaises, travaillent pour moitié moins». Enfin, François-Xavier Bellamy s'étrangle des «255 000 titres de séjour délivrés l'an passé en France, l'équivalent de la ville de Bordeaux». Il plaide pour la «maîtrise des nos frontières» et la «reconquête systématique vers leur port d'origine de

Il a été extra-ordinaire. Nous nous sommes délectés du début à la fin.

tous les bateaux de passeurs interceptés en Méditerranée». Applaudissements. «Complètement subjugué» dit un militant au micro, «complètement convaincu», enchaîne un autre. «Il a été extra-ordinaire. Nous nous sommes délectés du début à la fin. Il a répondu à toutes nos interrogations. On comprend tout, il parle clairement tout en ayant une expression à la hauteur de son niveau intellectuel. C'est lui qu'il nous faut», s'exclame Hélène Maille, éléctrice de droite depuis toujours. «Je ne le connaissais pas. J'ai été épatée. Il maîtrise tous les sujets», ajoute Annette Jeanneaud. Patrick Joly est plus mesuré. «Son profil est différent. Le discours est clair, très inté-

ressant mais il faut voir comment ça peut être mis en œuvre concrètement en Europe, notamment en ce qui concerne les distorsions de concurrence.»

Samedi, les jeunes se comptaient sur les doigts de quelques mains. «Je le trouve concret dans ses propositions. Ce qui me plaît c'est sa volonté de ne pas ouvrir l'Union européenne à n'importe quel pays. Ce que j'ai moins aimé, c'est sa position ferme sur les flux migratoires», objecte Caroline Desplanches, 24 ans. Guillaume Chupin, délégué LR de la première circonscription, voit dans l'affluence, le signe «que la droite charentaise n'est pas morte» et que les LR peuvent barrer la route du RN. «Surtout quand on voit que leurs députés européens ont voté, par principe parce que ça venait de l'Europe, contre toutes les lois qui pouvaient accroître la sécurité.»

Au moment de ranger les chaises, Philippe Lescorne, le patron des Républicains en Charente, ne touche plus terre. «C'est la nouvelle coqueluche, la flèche montante. Eux, ils ont Benalla, nous, on a Bellamy!» Chacun l'interprétera à sa façon.

Repères

26 mai. C'est la date du scrutin en France. Il n'y a qu'un seul tour. On vote pour une liste bloquée, pas pour un candidat. La France enverra 79 députés (contre 74 aujourd'hui) à Strasbourg. Il n'y a plus huit circonscriptions régionales mais une seule, nationale. Les 705 députés européens représenteront 27 pays pendant 5 ans.

En 2014. En Charente, le Front National avait créé la surprise en arrivant en première place avec 25 % des suffrages. Dans cent communes, essentiellement des petites communes rurales mais aussi des chefs-lieux de canton comme Montmoreau, il avait fait plus de 30 %. L'UMP, deuxième, avait obtenu 19,56 % des voix. Le parti socialiste, troisième, n'avait grappillé que 17 %.

En 2009. En Charente, l'UMP était arrivée en tête (25 %), devant le PS qui avait subi une sacrée dégringolade, EELV qui avait fait un ras de marée, comme ailleurs en France, et le FN (4,11 %).

Un Charentais sur la liste LR

Moment de flottement, lorsque, au moment de lancer les questions-réponses avec la salle, Patrick Brisset prend la parole, se présentant comme colistier de François-Xavier Bellamy, ayant participé à la rédaction du projet européen depuis Saint-Pierre. «Je ne savais pas si on pouvait en parler», réagit François-Xavier Bellamy. Ce sera officiel demain. Patrick Brisset, centriste, mari de Pascaline Brisset, sera présent sur la liste LR-Modem. «Les positions au-delà de la 30^e place ne sont pas encore déterminées», expliquait-il hier. Il ne sera donc pas éligible. «Cela fait plusieurs années que je travaille sur le programme européen des centristes. À un moment donné, il faut assumer son engagement. Les Républicains et les centristes se retrouvent sur des valeurs communes.»

À 12 ans, ils saccagent le dojo et l'école avec deux «grands»

La patrouille l'a remarqué vers 19 h samedi. La porte de l'école primaire Victor-Hugo, rue Haute-de-Crouin, à Cognac avait été fracturée, les lieux visités. Les intrus y avaient laissé des graffitis au feutre, renversé du mobilier, déversé des produits d'entretien.

Les policiers ont vite fait le lien avec quatre jeunes qu'ils avaient aperçus à proximité, qui semblaient prendre la fuite en direction de Crouin. Ils ont cherché, en ont interpellé un, qui leur a permis de découvrir que la petite bande s'était aussi illustrée dans l'ancienne école Victor-Hugo, rue de la Groie, qui abrite plusieurs associations. Des dégradations ont

été constatées au dojo. Des produits détergents vidés sur les tapis, un désordre général, du mobilier renversé là aussi.

Le jeune suspect interpellé par les policiers a confirmé le lien entre les dégradations. Il a aussi permis d'identifier les trois autres qui l'accompagnaient, qui avaient commencé à s'illustrer vers 17 heures.

Les quatre jeunes, deux ados âgés de 12 ans, une fille de 16 ans et un garçon de 19 ans, ont été placés en garde à vue et entendus au commissariat de Cognac. Les deux plus jeunes ont été laissés libres et seront réentendus ce matin. La garde à vue des deux autres a été prolongée.

Cognac

Le rouleau dans la devanture



Ils auraient été aperçus par des témoins vers 7 heures, hier matin, à proximité du pont de Châtenay, qui enjambe la Charente face au camping de Cognac. L'ouvrage est en réfection.

Les deux individus ont repéré un rouleau compresseur parmi les engins de chantier stationnés à proximité. Ils sont parvenus à le démarrer et se sont offert une virée de plus d'un kilomètre sur le boulevard de Châtenay.

Là, au coin de la rue de Liverpool, ils ont abandonné leur véhicule, qu'ils ont laissé continuer sa course jusqu'à défoncer la porte de garage des établissements

Derichebourg propreté (Photo Pierre Nau), en évitant de justesse la vitrine. Une enquête a été ouverte au commissariat de Cognac. Des prélèvements ont été effectués.



Photo archives Renaud Joubert

”

Les Charentais sont sérieux et ils bossent bien

Jean Révéreault

Vice-président de l'association Amorce

Mercredi, le vice-président de GrandAngoulême était l'invité du Téléphone Sonne sur France Inter, émission consacrée au plastique. L'ex président de Calitom a décerné un énorme bon point aux Charentais qui sont de bons trieurs. Avec ce constat: «85 kg de plastique par an et par habitant en Charente dans les sacs noirs et les sacs jaunes.»

■ Chaque samedi, c'est la même chanson ■ Pour trouver une place autour du marché, les automobilistes doivent prendre leur mal en patience ■ Ambiance.

Halles de Cognac, la galère du stationnement

Gilles BIELLEY
g.bielle@charentelibre.fr

Je ne viens plus au marché (...) ni «faire les courses à Cognac, nous allons désormais à Angoulême ou Saintes, c'est plus facile (...)» Gilles Houdusse, 71 ans, n'a guère apprécié de prendre 135 euros d'amende en se rendant «comme depuis 15 ans» aux halles de Cognac un samedi. Cet habitant de Gensac-la-Pallue l'a fait savoir au maire, à la presse et aux associations de commerçants, dans un long courrier. 135 euros, un montant qu'il conteste, pas l'infraction. Le tarif pourtant: son véhicule entravait la circulation des piétons. Mais une infraction à laquelle il ne pouvait pas échapper selon lui, les possibilités de trouver une place libre tout près des halles étant réduites à peau de chagrin, ce qui contraindrait comme lui nombre de personnes âgées à devoir se garer «n'importe comment».

«9h, 9h30, là ça va»

«C'est bon signe, c'est qu'il y a du monde au marché, et c'est l'inconvénient de tous les centres-villes aussi», balaie le maire Michel Gourinchas, qui préfère prendre avec le sourire et du recul la mauvaise salée. «Des places, il y en a



Aux Halles, on se gare un peu partout pour être au plus près, quand les piétons font eux comme ils peuvent pour circuler. Photos G. B.

autour, partout, des nouvelles halles. «Pour les plus feignants surtout, comme moi, qui ne veulent pas trop marcher, avoue Céline Garraud, la quarantaine, de Chérac (17), qui vient régulièrement faire le marché à Cognac. Sinon, on trouve son bonheur quand même, et si c'est plus difficile entre 10h et 11h, ça reste correct».

La période d'affluence à éviter confirme Jacques Bussier, 83 ans, un autre habitué. Lui s'était garé ce samedi sur un emplacement réservé aux livraisons. «Pas bien, je sais, s'excuse-t-il, le sac à provisions bien garni, mais j'ai du mal à marcher, c'est compliqué de s'éloigner et je suis arrivé plus tard que d'habitude. D'ordinaire, je viens vers 9h, 9h30, là ça va, pas de problèmes». Et cet ancien habitant de Libourne, en Gironde, d'ajouter: «Il y a toujours des grincheux, mais croyez-moi, là-bas c'est autre chose. À Cognac, la police est plutôt gentille côté verbalisations.»

«On chasse surtout les véhicules sur les trottoirs qui bouchent le passage des piétons et les places pour handicapés illégalement occupées, indique un agent de la police municipale. On sait qu'il n'est pas évident de se garer sur ce secteur qui n'est guère adapté à la circulation». «C'est étroit, ça génère un joli bordel parfois», traduit un commerçant voisin du marché. Avec des véhicules qui font du gymnase, slalomant entre les passants, jouent au pousse-pare-chocs. La situation pourrait néanmoins s'améliorer dans le cadre de l'action Cœur de ville, avec une refonte du marché au menu.

«Mais pour des places supplémentaires, ça ne changera rien, prévient Michel Gourinchas. On ne trouvera pas de places là où il n'y en a déjà pas. La seule question qui se pose, c'est pour les personnes à mobilité réduite non titulaires d'une carte dédiée. On y réfléchira.»



«Ça génère un joli bordel parfois», témoigne un commerçant voisin du marché.

Le chiffre

26.000

c'est le nombre de kilomètres que Benjamin Valverde a parcouru à vélo avec sa femme Émilie, pendant deux ans et à travers trois continents. Benjamin Valverde, qui relate son aventure dans son livre «Diagonale eurasienne» (éditions Transboréal), rencontrera le public pour raconter son périple samedi 6 avril à 15h, à la bibliothèque de Cognac. Animation gratuite sur inscription au 05 45 36 19 50.

En vue Des fleurs à toutes les maisons

Les mains vertes ont jusqu'au lundi 3 juin pour s'inscrire auprès de la mairie. Après, il sera trop tard pour participer à la nouvelle édition du concours des «Jardins et Balcons Fleuris» dont l'objectif est de récompenser les actions menées par tout résident de Cognac en faveur de l'embellissement et du fleurissement des jardins, balcons et fenêtres de la ville. Comme chaque année, trois catégories sont proposées, «Façades et balcons», «Jardins, terrasses ou cours», et «Commerces» (magasins, hôtels, restaurants...), avec deux impératifs à respecter: l'aire florale doit pouvoir être observée depuis le domaine public et l'usage d'engrais chimiques et de pesticides est proscrit. Qualité de la floraison, entretien des plantes, propreté et diversité des espèces florales sont parmi les principaux critères retenus par un jury qui sera sur le terrain en juin, puis rendra son verdict en septembre. Les bulletins d'inscription sont disponibles sur www.ville-cognac.fr, à l'accueil de la mairie et dans les commerces de la ville.

Une avocate de la cause animale à Cognac

Corine Pelluchon, l'une des voix les plus écoutées en France sur l'écologie, sera à la bibliothèque demain.

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

La crise écologique est aiguë et rien ne se passe, ou presque. Tout le monde sait, espère, voudrait bien. Mais ne peut point, ou pense comme tel. Ce thème (et des pistes de réflexion concrètes qui vont avec) irriguent le dernier essai de la philosophe Corine Pelluchon (1), née à Barbezieux et devenue, ces dix dernières années, une référence nationale de la pensée sur l'écologie, la démocratie et la cause animale à travers ses travaux sur l'éthique. Demain, elle discutera avec ses lecteurs à la bibliothèque de Cognac et mercredi avec les lycéens de Jean-Monnet.

Votre livre s'appelle «Éthique de la considération». Par ce mot, qu'entendez-vous? Corine Pelluchon. «Cum» veut dire «avec» en latin: avec les autres, avec le monde. Et «sidere», c'est la constellation d'étoiles. Considérer veut dire regarder avec attention un être, humain ou non, en étant attentif à sa valeur propre, à sa place dans le monde. L'idée, c'est qu'on ne peut avoir cette présence aux autres et à soi-même qu'en ayant conscience d'appartenir à un monde commun, plus vaste que soi. J'ai piqué cette notion à Bernard de Clairvaux [moine français du XII^e siècle]. Pour lui, c'était le rapport à Dieu qui permettait d'avoir une qualité de présence au monde. Moi, je travaille sur comment se gouverner soi-même et les autres, et la question de l'écologie est centrale.

Comment faire pour aller au-delà des nobles intentions? L'idée n'est pas de produire une éthique pleine d'injonctions morales, mais une éthique qui porte à la transformation de soi. Une fois que l'on connaît les enjeux, il faut que les personnes aient envie de participer au monde et qu'elles aient du plaisir à changer leur style de vie. Cela paraît possible en partant du corps. Pour figurer cela, je parle notamment du nourrisson, qui est un peu l'emblème de la considération. Penser à ce bébé qui vient dans un monde plus vieux que lui, qui est composé des générations passées, présentes et futures, cela permet d'aborder cette ouverture au monde. Beaucoup de personnes pensent à leurs enfants et d'une certaine manière pensent alors au-delà d'eux-mêmes. C'est une piste pour com-



Native de Barbezieux, enseignante à l'université Paris-Est, elle a écrit un «Manifeste animaliste», qui lui vaut depuis une large exposition médiatique. Tous ses ouvrages, même les plus exigeants, sont traduits en de nombreuses langues. Photo archives F. B.

bler l'écart atroce entre la pensée et l'action, quand on parle d'écologie. Mais c'est un travail individuel, même s'il faut aussi un cadre, un contrat social, ce que j'ai évoqué dans un précédent livre.

En quoi la cause animale est-elle importante dans ce rapport au monde?

Le respect de la cause animale ne découle pas d'abstraction d'idées, même pas d'arguments. C'est la prise de conscience d'une commune vulnérabilité avec les animaux. Ils sont différents, souvent on ne les comprend pas. Les animaux sont nos professeurs d'altérité, dans un monde où plus les gens nous ressemblent plus on les respecte. Et où, au contraire, moins on leur ressemble, plus on les rejette. Cela se voit aussi en politique, avec les crispations identitaires, par exemple, et tout cela mène aux nationalismes et à la guerre. La cause animale signifie beaucoup.

La défense des animaux se heurte parfois à des détresses humaines...

Je suis pour des lois parfois vigoureuses, mais pas sans plan de

transition, pas de manière verticale. C'est un leurre de croire que la contrainte fonctionne. Certaines personnes s'autoproclament représentantes de la cause animale et de l'écologie (mais les découvrent en fait) et ont des positions virulentes, d'ailleurs contre-productives.

Je pense par exemple que la population est prête pour la fin des cirques avec des animaux sauvages mais les débats sont trop agressifs. D'un côté, des défenseurs avec leurs pancartes, et je comprends cela. De l'autre, des cirques qui sont en train de crever. Il faudrait un plan de transition. C'est la même chose avec l'élevage intensif: il faut changer de mode de consommation, mais il y a plein d'éleveurs qui se suicident et c'est un drame social majeur. On pourrait passer par la négociation, par la réorientation des aides de la Politique agricole commune. C'est plus difficile, ça demande du courage.

(1) «Éthique de la considération», Seuil, 2018. 288 pages, 23€.

Rencontre publique à la bibliothèque de Cognac, demain mardi à 18h30. Entrée libre.

Le week-end en images



Photo Christophe Barraud

Harry Roselmack questionne

«Est-ce qu'on est voué à se détruire les uns les autres ou est-ce qu'avec le dialogue on peut créer du lien et éviter le pire?» La question a été posée, hier soir, par Harry Roselmack, devant une salle du Galaxy loin d'être pleine.

Le journaliste est venu parler de son premier film «Fractures», sorti en novembre en e-véo, disponible depuis le 20 mars sur «mytfl.vod». Il a annoncé une prochaine rencontre à Angoulême pour le mois de juin.



Campus ouvert

Le campus de la chambre de métiers a ouvert ses portes samedi à Cognac, pour présenter ses formations en coiffure, esthétique, vente et tonnellerie. L'établissement accueille cette année 280 jeunes. Des effectifs en hausse de 25 % par rapport à l'année précédente.



Photo C. B.

Les Abattoirs en mode fitness

Grosse ambiance, samedi en fin de journée aux Abattoirs, pour la Zumba party coachée par Kalidou, star de la discipline. C'était la cerise sur le gâteau de la deuxième convention fitness organisée par Fitness Révolution. Elle a réuni 140 participants - la capacité maximum - sur différents ateliers: yoga, TRX, circuit-training.

La Charente a du talent



Photo C. B.

On ne change pas une recette qui marche: un répertoire varié, de belles voix et une super énergie. Avec sa nouvelle comédie musicale «Tous au cinéma», les élèves de CréaScène, à Châteaubernard, ont encore fait carton plein ce week-end. Les trois séances ont affiché complet.

SERVICE

Aide administrative et à l'emploi à Info 16, ce mois à Cognac. Chaque lundi, au bureau information jeunesse situé au n° 53, rue d'Angoulême à Cognac, un bénévole se tient à disposition pour une aide aux démarches administratives (rédaction de courriers...). La permanence est gratuite et ouverte à tous, sur rendez-vous au 05 45 82 62 00. De plus, Info 16 organise une permanence gratuite et ouverte à tous, d'aide à la rédaction de curriculum vitae (CV), lettres de motivation, tous les mercredis, de 14h30 à 16h30.

CIRCULATION

Les rues à éviter à Cognac. Dans le cadre de travaux, des restrictions de circulation et de stationnement sont mises en place au carrefour de la rue Robert-Daugas et du boulevard Deligné d'aujourd'hui lundi à ce jeudi 4 avril; rue Martineau d'aujourd'hui au 19 avril; rue de New-York et rue Bidouard d'aujourd'hui au 30 avril; rue de la Rochefoucauld du mercredi 3 au 5 avril; rue Jules-Brissou du 3 avril au 3 mai.

CONSEIL MUNICIPAL

Les élus de Châteaubernard réunis jeudi. Le conseil municipal de Châteaubernard se réunira ce jeudi 4 avril à 20h30, à la mairie. À l'ordre du jour: approbation du compte de gestion et du compte administratif, affectation des résultats, fixation des taux 2019 des taxes (habitation, foncier bâti et foncier non bâti), budget primitif 2019, subventions aux associations, convention avec Grand Cognac en vue de la réhabilitation des réseaux d'eau pluviale rue des Acacias et rue des Mimosas, règlement du concours des maisons et jardins fleuris.

La garde rapprochée de Macron en renfort

■ Sibeth Ndiaye, conseillère presse d'Emmanuel Macron, a été nommée porte-parole du gouvernement ■ Amélie de Montchalin devient secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et Cédric O secrétaire d'Etat au Numérique ■ C'est la première expérience gouvernementale pour eux trois.

Emmanuel Macron a fait entrer hier au gouvernement trois trentenaires choisis parmi ses plus fidèles soldats.

Choix surprise, Sibeth Ndiaye, sa conseillère presse réputée pour son franc-parler, est nommée à 39 ans au poste stratégique de porte-parole du gouvernement, à la place de Benjamin Griveaux, parti faire campagne pour la mairie de Paris. Amélie de Montchalin, 33 ans, l'une des porte-voix les plus virulentes de la Macronie à l'Assemblée, est récompensée par le poste de secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, remplaçant Nathalie Loiseau désormais tête de liste LREM aux européennes. Enfin Cédric O, conseiller de l'ombre du chef de l'Etat pour le numérique et ex-trésorier de sa campagne, devient à 36 ans secrétaire d'Etat au Numérique, le poste auparavant occupé par Mounir Mahjoubi, qui lui aussi brigue la mairie de Paris.

Le choix de la reconnaissance du travail accompli.

Cette annonce faite un dimanche soir - timing insolite pour un remaniement - permettra d'avoir un gouvernement au complet dès ce lundi, jour avancé du conseil des ministres. «Vous informer et expliquer ce que fait le gouvernement pour votre quotidien: c'est mon nouveau job (...) Je vous dis à demain (aujourd'hui, ndr) pour mon premier compte-rendu du Conseil des ministres», a tweeté Sibeth Ndiaye dans la soirée.

Le casting de ce remaniement «est le choix de la reconnaissance du travail accompli», a expliqué un conseiller de l'exécutif. Pour Amélie de Montchalin, celui du rôle clé qu'elle a joué au sein du groupe majoritaire à l'Assemblée et sur les questions budgétaires. A l'Elysée, Sibeth Ndiaye et Cédric O ont démontré qu'ils avaient «la vision politique et la compétence pour prendre des responsabilités plus dans la lumière», souligne ce conseiller.

Un autre conseiller de l'Elysée, Clément Beaune, avait d'ailleurs été initialement donné favori pour les Affaires européennes.

Cette nomination, «je la vois comme une immense aventure, comme un immense défi», s'est réjouie sur BFMTV Mme de Montchalin. «Il faut beaucoup de pugnacité et beaucoup d'énergie pour travailler sur les dossiers européens». Cédric O a lui exprimé sa «fierté» d'avoir été nommé, avec l'ambition d'«obtenir des résultats rapides» dans le secteur stratégique des technologies numériques, l'une des priorités affichées du président Macron.

Mais l'opposition a immédiatement critiqué des choix «consanguins» de fidèles de la Macronie, y voyant la preuve que le chef de l'Etat était isolé et n'avait d'autre choix que de puiser dans son carré de fidèles. «Pour son remaniement, Macron choisit deux conseillers sur trois postes. Encore un peu plus techno, encore plus éloigné du peuple, tel est le destin de ce gouvernement», a réagi Valérie Debord, porte-parole LR, sur Twitter avec le mot-clé «le roiestseul».

«La meuf est dead»

«Cette mauvaise habitude de nommer ministres des conseillers de l'Elysée... Comment affaiblir chaque jour davantage la légitimation électorale, ne rien comprendre à la crise de connexion avec les Français et éviter toute contradiction», a également dénoncé la sénatrice socialiste Ma-



Sibeth Ndiaye, proche collaboratrice d'Emmanuel Macron, était chargée de la presse.



Amélie de Montchalin était députée LREM de l'Essonne.

Photos AFP



Cédric O était conseiller du chef de l'Etat pour le numérique.

Repro CL

rie-Pierre de La Gontrie. Le choix de Sibeth Ndiaye est celui qui suscite le plus de controverses dans l'opposition. «Donc celle qui avait dit "la meuf est dead" en parlant de Simone

Veil est nommée porte-parole du gouvernement», a tweeté Lidya Guirous, porte-parole de LR, en faisant référence à l'expression polémique prêtée à Sibeth Ndiaye lors du décès de Simone Veil.

Dix ministres démissionnaires depuis mai 2017

Il s'agit de la première expérience gouvernementale pour chacun des trois entrants, dont deux n'ont jamais été élus. Trois membres du gouvernement d'Edouard Philippe l'ont quitté mercredi afin de mener des batailles électorales. Au total, 10 membres du gouvernement ont quitté leurs fonctions depuis le début du quinquennat, une concentration de départs inédite en début de mandat. Avant Nathalie Loiseau (Affaires européennes), Benjamin Griveaux (porte-parole du gouvernement) et Mounir Mahjoubi (Numérique), dont l'Elysée a annoncé le départ, sept ministres avaient déjà dû démissionner en moins d'un an et demi, soit une concentration de départs inédite en début de mandat par rapport à François Hollande, Nicolas Sarkozy ou Jacques Chirac. Ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot avait ainsi annoncé le 28 août 2018 qu'il quittait le gouvernement, déplorant un isolement sur ses dossiers et une influence excessive des lobbies sur l'Elysée. La ministre des Sports Laura Flessel avait elle annoncé le 4 septembre 2018 son départ du gouvernement pour des «raisons personnelles», probablement liées à la situation fiscale de son mari. Roxana Maracineanu prend sa succession. Le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb avait quitté le gouvernement en octobre 2018 pour préparer sa candidature à la mairie de Lyon.

33.700 «gilets jaunes» samedi pour l'acte 20

Les «gilets jaunes» ont défilé sans heurts majeurs lors de leur vingtième samedi consécutif de mobilisation pour «changer le système». Ils étaient 33.700 selon le ministère de l'In-

térieur, (dont 4.000 à Paris), contre 102.713, selon un chiffre provisoire publié par les «gilets jaunes». Un chiffre en baisse par rapport à l'acte 19: ils étaient 40.500 selon Beauvau (dont

5.000 à Paris), contre 127.212 selon la page Facebook du «Mouvement jaune».

Accrochages à Bordeaux

En région, des tensions sont toutefois apparues notamment à Bordeaux, où des dizaines de «black blocs» se sont mêlés au cortège. Des accrochages ont eu lieu dans ce bastion «jaune» que le maire avait décrété «ville morte». Le nombre de manifestants était évalué au double de la semaine dernière (soit près de 5.000), 59 personnes ont été interpellées.

Le lanceur de balle de défense (LBD), arme controversée accusée d'avoir grièvement blessé des «gilets jaunes», a été utilisé deux fois à Besançon, selon la préfecture.

Des «casseurs» ont été repérés dans le défilé.

Les manifestations prévues devant des usines où sont fabriqués des équipements utilisés par les forces de l'ordre, dans le Finistère et dans la Sarthe, n'ont donné lieu qu'à de très maigres rassemblements. 103 personnes ont été interpellées samedi dans l'Hexagone, et 26 placées en garde à vue.

Dans le cadre du grand débat lancé mi-janvier, et qui devait s'achever la semaine dernière, Emmanuel Macron poursuit ses rencontres avec les maires, suscitant l'impatience et l'agacement de l'opposition.

Le 8 avril, le gouvernement doit faire la synthèse des contributions recueillies. Les «gilets jaunes», eux, critiquent «une mascarade».

Manifestante blessée à Nice: les «regrets» du policier

Le policier mis en cause dans la chute de Geneviève Legay, au cours d'une manifestation de «gilets jaunes» à Nice, a exprimé ses «sincères regrets» mais rappelle n'avoir agi que «dans le strict respect des ordres donnés par sa hiérarchie», a indiqué son avocat. «Lesquels s'inscrivaient dans le

cadre d'un rassemblement illégal, après trois sommations faites aux manifestants d'avoir à se disperser, qui leur ont clairement été exprimées et auxquelles ils n'ont pas déféré», poursuit l'avocat ajoutant que son client «n'a pas utilisé d'armes».

Le meeting

Loiseau appelle l'Europe à «prendre son envol»

«Pour les Français, pour les Européens, le compte n'y est pas»: Nathalie Loiseau, tête de la liste de la majorité pour les Européennes, a appelé l'Europe à prendre son envol, samedi, lors de son premier grand meeting à moins de deux mois du scrutin du 26 mai. Devant quelque 3.000 sympathisants réunis aux Docks d'Aubervilliers, au nord de Paris, l'ex-ministre des Affaires européennes a autant fustigé les nationalismes que défendu l'écologie, en vantant la cohérence d'une liste accusée par ses adversaires d'être fourre-tout. L'enjeu de ce premier meeting était de taille pour Mme Loiseau, relativement peu connue, chargée autant d'incarner une liste hétérogène que de susciter l'enthousiasme chez des marcheurs parfois sceptiques. Pendant



Photo AFP

deux heures, les candidats les plus emblématiques de la liste - seuls les trente premiers sur 79 sont pour l'instant connus - ont esquissé les bases du programme qui sera dévoilé dans la deuxième quinzaine d'avril mais est d'ores et déjà calqué sur la tribune d'Emmanuel Macron parue début mars.

Le chiffre

35

Invité au Grand Jury RTL/Le Figaro/LCI, le président du groupe Les Républicains au Sénat Bruno Retailleau (Photo AFP) a déclaré souhaiter augmenter le temps de travail hebdomadaire des fonctionnaires à 39h mais aussi «faire sauter les 35 heures dans le privé, par la négociation, pas par une mesure générale». «Ce sera une négociation dans chaque entreprise. En réalité, on a payé notre désindustrialisation avec les 35 heures. On a maintenu notre niveau de vie par l'endettement», a-t-il expliqué hier.



La réforme

Âge de la retraite: Bertrand veut faire sauter un «tabou»

Il faut avoir le «courage» de reculer l'âge légal de départ à la retraite, a appelé hier Xavier Bertrand, le président de la région des Hauts-de-France, à l'intention d'Emmanuel Macron. «Le président de la République est tétanisé sur cette question (...), il y a une sorte de tabou», a estimé l'ancien ministre, dans «Le grand rendez-vous» d'Europe 1. «Ne pas reculer l'âge de départ à la retraite (62 ans), tout en se disant ouvert à l'idée de «travailler plus longtemps» pour financer la prise en charge de la dépendance par la Sécurité sociale. La ministre des Solidarités, Agnès Buzyn, avait dit précédemment ne pas être «hostile» à reculer l'âge de la retraite.

Xavier Bertrand préconise de porter d'ici à 2032 l'âge de la retraite à 65 ans, à raison d'une augmentation de la durée de «deux ou trois mois par an» à partir de 2020. Les professions les plus dures physiquement ne seraient pas concernées, a-t-il ajouté.



Photo archives AFP

Cet après-midi



Doux et plutôt maussade

Éclaircies et nombreux passages nuageux se succèdent, mais le temps reste sec. Seules quelques rares averses sont à attendre en soirée.

Mardi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
8° 16°	8° 18°	9° 17°	6° 17°

Mercredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
6° 12°	6° 13°	5° 12°	3° 11°

Jeudi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
2° 12°	2° 12°	1° 11°	1° 11°

Vendredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
3° 14°	2° 15°	0° 15°	1° 14°

Samedi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
5° 15°	5° 16°	4° 16°	4° 15°

Dimanche

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
6° 15°	6° 16°	5° 16°	5° 16°

HIER

	Mini	16h
Angoulême	4°	21°
Cognac	6°	21°

« Il y a une importante absence de la chose européenne »

EUROPE Jean-Marie Cavada ne se représente pas, après trois mandats de député européen. Mardi, la directive sur le droit d'auteur qu'il a défendue a été adoptée

« **Sud Ouest** » Pourquoi la directive sur le droit d'auteur a-t-elle tant tardé ?

Jean-Marie Cavada À cause de l'égoïsme des pays et des campagnes extravagantes des Gafa, qui ont dépensé un argent incroyable pour jouer de leur influence. Ce sont des dossiers techniques, donc les députés sont sensibles à ce qui se dit à l'extérieur. Google a proposé de payer le déplacement de jeunes pour venir manifester contre la directive copyright cette semaine. Si ce n'est pas de la corruption, ça, je ne sais pas comment ça s'appelle. Je n'ai jamais vu de campagne de cette ampleur en quinze ans de Parlement européen. La création artistique, c'est 536 milliards d'euros en Europe et 7 millions d'emplois, ça attise l'appétit des Gafa.

Qu'est-ce qui bloque la marche de l'Europe, aujourd'hui ?

Petit à petit, les États membres ont repris une partie du pouvoir communautaire à leur profit individuel. De plus, l'Allemagne, qui a pris de l'importance dans les institutions, est divisée et affaiblie politiquement et économiquement. Elle tend à créer une situation de blocage dont il faudrait l'aider à sortir. Enfin, il y a un mouvement de fond de peuples qui contestent la fonction représentative. La surveiller c'est normal, mais la contester, ça pose problème. Tout cela affaiblit l'Europe, au moment où deux superpuissances, la Chine et les États-Unis, veulent dominer le reste du monde. Il n'y a qu'une seule issue pour les pays de l'UE, c'est de s'unir et de terminer la construction européenne avec un gouvernement



Jean-Marie Cavada, à Bordeaux, en 2016. ARCHIVES QUENTIN SALINIER/« SO »

politique capable de traiter des questions qu'un pays ne peut pas traiter seul : défense, frontières, coopération policière... On l'a déjà fait pour la monnaie.

La solution, c'est le fédéralisme ?

Oui. Ce n'est pas une hydre surprenante, le fédéralisme, c'est le fait de

« Les institutions de l'Union européenne sont dépassées, elles ont besoin de changer. »

traiter à un niveau supérieur des questions qui concernent plusieurs États. Comme les 28 ne pourront pas tous le faire, je propose que les pays qui en ont les moyens et qui sont autorisés par leurs peuples traitent ces grandes fonctions régaliennes, pour relancer un noyau central. L'Europe est un projet de civilisation pacifique, prospère qui a fait pro-

gresser les droits individuels et qui a enseigné aux peuples à vivre ensemble. Ses institutions sont aujourd'hui dépassées, elles ont besoin de changer.

Pourquoi l'Europe ne séduit-elle pas les électeurs ?

C'est loin et c'est technique. Les décisions sont prises à Bruxelles et le droit législatif, c'est compliqué à lire. Les responsables politiques ont déserté la pédagogie des décisions européennes. Enfin, dans les médias, il y a une absence très importante de la chose européenne, alors que 60 % des lois qui nous régissent sont des lois européennes. Il faut que les gens s'en mêlent. Ils doivent comprendre que ces textes européens viennent de choix politiques portés par les leaders nationaux. Les patrons, à Bruxelles, ce sont les chefs d'État qu'on a élu dans son pays, en France, en Italie, en Allemagne, etc.

Recueilli par Étienne Millien

Facebook n'entend pas réguler seul Internet

SOCIÉTÉ Le patron du réseau social, Mark Zuckerberg, appelle les pouvoirs publics à jouer un « rôle plus actif » dans la régulation des contenus

Intégrité des élections, contenus violents et haineux, protection de la vie privée et portabilité des données : face à l'immense défi de la régulation d'Internet, Mark Zuckerberg estime qu'il faut de nouvelles réglementations. « Je suis convaincu que les gouvernements et les régulateurs doivent jouer un rôle plus actif », a écrit le patron et fondateur de Facebook, dans une tribune publiée dans le « Washington Post » aux États-Unis, le « Frankfurter Allgemeine Zeitung » en Allemagne, le « Sunday Independent » en Irlande et « Le Journal du Dimanche » en France. « Faire évoluer la régulation d'Internet nous permettra de préserver ce qu'Internet a de meilleur – la liberté pour les gens de s'exprimer et l'opportunité pour

les entrepreneurs de créer – tout en protégeant la société de préjudices plus larges », poursuit-il.

Amendes pour les entreprises

Facebook a essuyé de nombreuses critiques depuis la publication de propos haineux, l'utilisation de sa plateforme de vidéo Live par l'auteur de l'attentat perpétré dans des mosquées de Christchurch, les tentatives d'influences étrangères lors d'élections, et les inquiétudes concernant les données personnelles des utilisateurs.

Au sujet de la protection des données, Mark Zuckerberg juge que plus de pays devraient s'inspirer du Règlement européen de protection des données (RGPD), officiellement entré en vigueur le

25 mai dernier, et qui prévoit des amendes pour les entreprises en respectant pas la vie privée des utilisateurs de leurs services, notamment à des fins de publicité ciblée.

Concernant les contenus haineux et violents, le fondateur de Facebook se range du côté des « décideurs publics ». « Ils me disent souvent que nous avons trop de pouvoir en matière d'expression. Franchement, je suis d'accord », écrit-il, proposant la mise en place d'« organismes tiers » dont le rôle serait de « définir des standards sur la diffusion des contenus violents et haineux et d'évaluer les entreprises sur la base de ces standards ».

Sur la question des élections, Mark Zuckerberg note que les lois existantes sur la publicité politique



Mark Zuckerberg. ARCHIVES AFP

en ligne concernent principalement les candidats et les élections, « plutôt que les sujets politiques qui divisent et sur lesquels nous avons constaté plus de tentatives d'interférence ». Aussi appelle-t-il à une modernisation de la législation afin qu'elle reflète « la réalité des menaces actuelles ».

Trois nouveaux au gouvernement

REMANIEMENT Sibeth Ndiaye, Amélie de Montchalin et Cédric O font leur entrée



Sibeth Ndiaye est une fidèle du président. ARCHIVES AFP

Sibeth Ndiaye, proche collaboratrice d'Emmanuel Macron chargée de la presse, a été nommée secrétaire d'État porte-parole du gouvernement, tandis que la députée LREM, Amélie de Montchalin, devient secrétaire d'État aux Affaires européennes, a annoncé l'Élysée, hier soir. Cédric O, conseiller du chef de l'État pour le numérique, devient secrétaire d'État au Numérique. Les trois entrants, dont c'est pour cha-

cun la première expérience gouvernementale, remplacent respectivement Benjamin Griveaux (porte-parole), Nathalie Loiseau (Affaires européennes) et Mounir Mahjoubi (Numérique), partis en raison de leurs ambitions électorales.

Au total, dix membres du gouvernement ont quitté leurs fonctions depuis le début du quinquennat, une concentration de départs inédite en début de mandat.



Le consommateur peut désormais choisir des pièces auto d'occasion en connaissance de cause. PHOTO ARCHIVES THIERRY DAVID / SUD OUEST

Ce qui change ce lundi 1^{er} avril

VIE PRATIQUE Plusieurs nouveautés interviennent dans la vie des Français à partir d'aujourd'hui. En voici quelques-unes

Nicolas Florian assume le choix de la précaution

GILETS JAUNES

Le maire de Bordeaux ne pense pas avoir exagéré en appelant à une « ville morte »

Sa déclaration a inquiété les Bordelais, vendredi, lorsqu'il suggérait aux commerçants de baisser les rideaux et demandait aux habitants de rester chez eux. Pour Nicolas Florian, la journée de samedi allait être « apocalyptique », à cause de la présence de nombreux casseurs en marge de la manifestation des gilets jaunes dans la capitale girondine.

Finalement, la préfecture rapportait 59 interpellations et une vingtaine de gardes à vue au terme d'un défilé émaillé de quelques incidents seulement. « On avait des messages assez inquiétants, j'ai préféré ne pas prendre de risques », a-t-il confié, hier matin.

Appel aux gilets jaunes

Le maire a rendu hommage au fort dispositif policier. En plus des unités qui ont forcé la manifestation à rester mobile, des groupes d'intervention ont suivi le cortège par des rues parallèles pour empêcher les casseurs de se livrer à trop de dégradations. Interrogé



Nicolas Florian, hier.

PHOTO FABRIN COTTEAU / SUD OUEST

sur les semaines à venir, le maire de Bordeaux espère que la solution viendra de Paris : « Je ne vois pas comment ça pourrait s'arrêter, c'est à l'État de jouer son rôle. Le président de la République doit faire des annonces pour la sortie du Grand Débat et j'espère que c'est à ce moment-là que les choses se calmeront. »

Enfin, le maire lance un appel aux gilets jaunes : « Il faut qu'ils prennent conscience qu'ils sont en train de faire mourir un certain nombre de commerces. Leurs revendications sont sûrement légitimes, mais il faut qu'ils trouvent d'autres moyens d'expression. »

Étienne Millien

EN BREF

DRAME FAMILIAL

Trois personnes, dont deux enfants, sont décédées, samedi, à Cherbourg (Manche) dans un appartement où les pompiers intervenaient pour un feu, a-t-on appris, hier, auprès du procureur qui privilégie la piste du « drame familial ».

RELIGION

Les évêques se réunissent à Lourdes, de demain à vendredi, pour élire leur nouveau président, en remplacement de l'archevêque de Marseille Mgr Georges Pontier, dans un contexte de désarroi des catholiques lié aux affaires de pédophilie dans l'Église.

Meilleure information sur les pièces auto d'occasion, revalorisation de certaines prestations sociales, fin de la trêve hivernale, envoi des chèques énergie... voici quelques changements qui vont intervenir dans la vie des Français à partir d'aujourd'hui.

1 Une meilleure information sur les pièces auto d'occasion

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les professionnels de l'automobile doivent proposer des pièces d'occasion à la place des pièces neuves, pour l'entretien ou la réparation d'un véhicule. Un arrêté, qui entre en vigueur à partir d'aujourd'hui, fixe désormais les modalités d'information des clients sur les prix et les conditions de vente de ces pièces issues de l'économie circulaire.

Plus précisément, cet arrêté prévoit que le consommateur soit clairement informé de son droit d'opter pour des pièces d'occasion. Il impose également que ce dernier ait connaissance du prix et de l'origine des pièces (pièces de véhicules hors d'usage recyclées ou pièces remises en état).

2 Hausse du plafond de ressources pour la CMU-C

Actuellement, le plafond (annuel) de ressources à ne pas dépasser pour bénéficier de la CMU-C (Couverture maladie universelle complémentaire) s'élève à 8 810 euros pour une personne seule. Dès ce lundi, ce plafond sera relevé à 8 951 euros pour une personne seule, résidant régulièrement en France (sauf à Mayotte) de façon ininterrompue depuis plus de trois mois, et à 13 426 euros pour un foyer composé de deux personnes.

3 Revalorisation de certaines prestations sociales

Plusieurs prestations sociales aug-

mentent de 0,3 %. Il s'agit des pensions d'invalidité du régime général, de la majoration pour aide constante d'une tierce personne, du montant du capital décès et des rentes et indemnités versées en cas d'accident du travail. La base mensuelle des allocations familiales ne progresse également que de 0,3 %. Quant à l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI), elle augmente, quant à elle, de 1,6 %.

4 Fin de la trêve hivernale et maintien d'hébergements

Le 31 mars marque la fin de la trêve hivernale, durant laquelle les expulsions de locataires étaient suspendues. À compter d'aujourd'hui, ces expulsions sont de nouveau possibles.

Par ailleurs, dans le cadre du plan hiver, 14 000 places d'hébergement avaient été ouvertes du 1^{er} novembre au 31 mars en France. Ces hébergements d'urgence ferment. Chaque année, les associations réclament la pérennisation d'un « maximum de places d'hébergement » pour éviter que des milliers de personnes se retrouvent dans la rue du jour au lendemain. Le ministre du Logement, Julien Denormandie, a donc annoncé que 6 000 places d'hébergement d'urgence seraient pérennisées cette année, portant à 145 000 le nombre de lits ouverts toute l'année.

5 Envoi des chèques énergie

Les chèques énergie vont être envoyés, aux foyers qui en bénéficient en Nouvelle-Aquitaine, dans la semaine du 15 au 19 avril et arriveront chez les allocataires dans un délai de deux à quatre jours. Ces chèques, qui permettent d'aider près de 6 millions de foyers à payer les factures d'énergie (électricité, gaz, fioul ou bois) ou cer-

taines dépenses liées à la rénovation énergétique du logement, ont une valeur moyenne de 200 euros. Leur montant maximal est de 277 euros.

Attribué chaque année en fonction des revenus et de la composition du foyer, le chèque énergie est envoyé automatiquement aux personnes éligibles sans réaliser aucune démarche. Petite spécificité dans la Région, si la grande majorité des envois a lieu dans la semaine du 15 au 19 avril, dans les Deux-Sèvres, ils sont étalés sur deux semaines, la deuxième vague ayant lieu dans la semaine du 22 au 25 avril. Pour Bordeaux, il y a six envois étalés sur trois semaines, entre le 8 et le 25 avril.

6 Derniers jours pour finaliser son dossier Parcoursup

Dans le cadre de la procédure Parcoursup, les élèves de terminale, qui souhaitent poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur, ont jusqu'au 3 avril pour finaliser leur dossier de candidature sur le site www.parcoursup.fr.

7 Plus que trois jours pour les inscriptions au SNU

En Nouvelle-Aquitaine, cela ne concerne que la Creuse, qui fait partie des 13 départements pilotes. Les filles et les garçons âgés de 15 à 16 ans ayant terminé leur classe de 3^e, habitant l'un des 13 départements pilotes (un par grande Région et un en Outre-mer) et qui souhaitent s'inscrire au Service national universel (SNU) ont jusqu'au 4 avril pour le faire sur le site www.jeunes.gouv.fr. À noter que les volontaires n'ont pas la possibilité de choisir le département où ils effectueront la première phase de leur SNU. Le déplacement entre le domicile et l'internat ou le site de l'armée attribué à chaque jeune sera pris en charge par l'État.

Bellamy fait salle comble

COGNAC La tête de liste des Républicains aux élections européennes a tenu un meeting très suivi, samedi soir

Qui a dit que les élections européennes n'intéressaient pas ? Visiblement, ce n'est pas le cas à Cognac. La venue de François-Xavier Bellamy, tête de liste pour Les Républicains, a permis de réunir 300 personnes, samedi soir, à la Salamandre. « Quand je vous vois aussi nombreux, je me dis qu'il se passe quelque chose », s'est réjoui Jean-Hubert Lelièvre. Le secrétaire départemental de LR a beaucoup insisté, avec Daniel Sauvaitre, pour faire venir le nouvel espoir de la droite.

Dès 20 h 30, ce dernier s'est livré à un discours d'une heure, sans notes. « Je suis ce soir dans un département qui sait ce que veut dire la tradition, qui sert à se projeter dans l'avenir. Je pense à Cognac, avec François-I^{er} et Jean Monnet. Ici, on sait que l'Europe doit protéger les



Jean-Hubert Lelièvre, secrétaire départemental des Républicains, a accueilli François-Xavier Bellamy. PH. VINCIANE JACQUET

appellations et les savoir-faire [...] C'est pour cela que nous devons offrir aux Français un vrai choix et sortir des attitudes stériles pour proposer une Europe plus efficace, au service des Français. »

Patrick Brisset (époux de Pascale, présidente des Centristes en

Charente) a officialisé qu'il serait sur la liste LR (en position non éligible). « Je suis convaincu que vous êtes le candidat qu'il nous faut pour gagner », a lancé, à François-Xavier Bellamy, l'un des participants présents.

Jonathan Guérin

La France insoumise veut conquérir la mairie

POLITIQUE La gauche de la gauche s'organise. Depuis deux mois, des réunions ont lieu pour construire un programme, calqué sur celui de 2014. Pour l'heure, sans tête de liste officielle

Jonathan Guérin
j.guerin@sudouest.fr

La semaine dernière, Nathalie Jabli a annoncé à « Sud Ouest » qu'elle ne serait pas candidate aux élections municipales, après avoir incarné La France insoumise aux législatives de 2017. Elle parlait alors de Serge Lebreton pour reprendre le flambeau. Nous avons donc demandé une rencontre à l'intéressé... qui est venu accompagné de plusieurs membres. « Il n'y a pas encore de tête de liste désignée, explique Serge Lebreton. Ce n'est pas la première chose à choisir. Ce qui compte, c'est le projet. »

Mais alors, qui construit ce programme ? « Contrairement à d'autres listes, qui sont de droite ou socialistes mais qui ne s'affichent pas comme telle, nous, on assume : il y a La France insoumise, des gens du Parti de gauche, d'anciens d'EELV (Europe-écologie-les-verts, NDLR). Bref, nous sommes à gauche de l'échiquier. »

La règle verte, règle d'or

Le programme, lui, ne change pas. « Celui de 2014 reste d'actualité », rétorque Brigitte Bonneau qui l'avait porté à l'époque, avec 7 % des voix. La preuve ? Certaines propositions sur le maraîchage bio sont reprises par l'Agglomération, et la place du vélo par le maire. « Nous avons toujours été pour la règle verte, qui est dans notre ADN pour tous les domaines de la politique, reprend Serge Lebreton. Et ce n'est pas un effet de mode. Nous, on y croit et tout le spectre de nos actions passe



Dans ce collectif, Serge Lebreton (au centre) semble bien parti pour être tête de liste, entouré notamment de Brigitte Bonneau et de Pierre-Alain d'Orange (à droite). PHOTO J.G.

par ce prisme. » En vrac : des cantines bio, favoriser l'agriculture paysanne et nourricière, créer des zones agricoles protégées. Une certaine vision de l'urbanisme est proposée : « Il faut densifier l'habitat. Pour la vigne, il faut arrêter d'en planter car il y a ce qu'il faut. Même si cela est porteur d'emplois, cela amène aussi des pesticides. »

La participation des citoyens est également encouragée : « Les conseils de quartier, c'est de l'animation, pas de la politique. On préfère un conseil citoyen avec de vrais moyens. »

Autre sujet, l'attractivité : « Les politiques se gargarisent que les grandes maisons investissent ici.

Mais ils n'attendent pas la bénédiction du maire. Le territoire vieillit et on doit garder les jeunes en développant le territoire et en gardant les services publics. »

Serge Lebreton n'est pas avare de critiques : « Marianne Reynaud-Jeandidier attend sa deuxième grossesse pour découvrir que les garderies, c'est compliqué. On le savait depuis longtemps et elle n'a rien fait. » Jonathan Muñoz sera-t-il leur adversaire de gauche ? « Je pense, oui. Mais Michel Gourinchas doit arrêter ce jeu pitoyable, on sait qu'il va arrêter. » Un accord sera-t-il possible au second tour ? « On se maintiendra car on n'a pas la même vision. » Voilà pour les grandes lignes. Le collec-

tif attend désormais les bonnes volontés pour enrichir le programme. « Il faut mobiliser nos troupes, enjoint Pierre-Alain d'Orange. Les gens doivent sortir de leur torpeur. Nous, on aime la confrontation. » Serge Lebreton, très présent sur les ronds-points, enrôlera-t-il un gilet jaune sur sa liste ? « On est ni pour ni contre. S'ils veulent nous rejoindre, on sera d'accord mais on ne fera pas de récupération. Après, nous avons beaucoup de revendications en commun. Par exemple, nous voulons faire le RIC (référendum d'initiative citoyenne, NDLR) au niveau communal. » Le tout sans tête de liste mais avec un Serge Lebreton tout de même très bavard...

Un week-end aux multiples dégradations

FAITS DIVERS Un engin de chantier a été encastré dans une vitrine et une école a été dégradée, tout comme un dojo

Serait-ce l'effet du printemps qui amène à une poussée de fièvre ? En tout cas, le week-end a été plutôt agité à Cognac. Le premier fait divers a eu lieu samedi soir. Une patrouille de police constate des dégradations autour de l'ancienne école de Crouin, rue de la Groie. Les entrées des locaux associatifs ont été forcées. Dans le dojo, les tatamis ont même été aspergés de détergents. Les locaux ayant été fouillés, il est probable que des vols aient eu lieu. L'affaire continue à 18 heures. Cette fois, les forces de l'ordre constatent que c'est l'école de Crouin qui a fait l'objet d'une effraction. À l'inté-

rieur, le mobilier a été jeté au sol. Des insultes ont été taguées sur les murs, au feutre.

Âgés de 12 à 19 ans

La patrouille mène alors une enquête de voisinage rapide : il apparaît que quatre jeunes ont été repérés il y a peu dans le secteur. Rapidement, une personne est identifiée : elle porte une des cordes à sauter qui étaient stockées au dojo. Il s'agit d'un enfant de 12 ans. Entendu au commissariat, il va mettre les enquêteurs sur la piste de ses complices. Au total, un autre enfant de 12 ans, une adolescente de 16 ans et un jeune

majeur de 19 ans sont mis en cause.

Autre cas, cette fois au pont de Chatenay. Dans la nuit de samedi à dimanche, des voisins ont vu deux jeunes dérober un rouleau compresseur. L'engin a finalement été retrouvé abandonné, dans la vitrine de Derichebourg, près du Champ de foire. On ignore s'il s'agit d'un acte volontaire ou si les conducteurs ont perdu le contrôle. Mais leur périple a en tout cas duré près de 1,5 km. Les policiers, alertés à 7 heures du matin, ont aussitôt procédé à des relevés d'empreintes et d'ADN.

J. G.



Ce rouleau compresseur a été volé à Chatenay et abandonné au Champ de foire. PHOTO J.G.

Le paradis du troc ouvre ses portes

CALITORAMA Calitom ouvre aujourd'hui à Châteaubernard un espace où l'on peut donner et prendre des objets et matériaux

Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

« **O**n est dans une société où l'on jette tellement vite que l'on ne donne pas de seconde chance aux objets. » Le constat est posé par François Filippi, directeur en charge de l'exploitation à Calitom. Le syndicat départemental de valorisation des déchets de la Charente veut bousculer les habitudes en ouvrant un outil novateur, Calitorama.

Le principe est simple. Tout le monde pourra déposer des objets et des matériaux encore utilisables, plutôt que de les jeter. Et chacun pourra venir se servir, gratuitement. La première collecte menée depuis quinze jours à la déchetterie de Châteaubernard montre le potentiel. Deux vélos d'appartement, des fauteuils, des chaises,

des lampes, de la vaisselle, des jouets, des livres, des vélos de route, des outils de bricolage, des pots de fleur, des bocal en verre... À la différence d'une recyclerie, rien n'est retapé, il faut prendre les objets tel quel. Une prise électrique permet de vérifier soi-même si ça marche...

« Il ne faut pas créer de surstock. Les objets doivent arriver et repartir rapidement. Si au bout d'un certain temps, ça stagne, ils repartiront à la déchetterie », précise François Filippi. La déchetterie de Châteaubernard a été choisie parce qu'elle enregistre la plus grosse activité en Charente : en 2018, 84 664 visites pour 6 545 tonnes d'apport.

Dimension pédagogique

Calitorama ouvre ce matin sur le même site. À l'entrée, les agents de Calitom inviteront les usagers à déposer des choses dans le nouvel espace. « À Libourne, ils ont constaté une grosse baisse sur le tout venant. On ne sait pas ce que ça va donner. L'objectif est aussi pédagogique. On veut changer le regard de la population sur les ob-

jets », relève Michel Coq, président de Calitom. Le Carré bouge, un collectif de créateurs de Mornac, a été chargé de concevoir le mobilier et les lampes avec, évidemment, des matériaux recyclés.

Le projet a été initié en 2015 mais avait été suspendu le temps que la question des compétences se clarifie dans l'Agglo de Grand-Cognac. Il a un peu évolué. Un concept de jardin pédagogique avec les Jardins respectueux a été abandonné, une partie dédiée à des ateliers pédagogiques a été ajoutée. Le coût total de l'investissement dépasse un million d'euros.

« Il faut mettre cela en rapport avec ce qu'aurait coûté un incinérateur, 100 millions d'euros », pointe Michel Coq. Il rappelle le débat public mené entre 2015 et 2017, qui a conduit à un choix politique : pas de site d'enfouissement ou d'incinérateur, l'objectif de Calitom est de réduire la part des déchets.

Ouvert du lundi au samedi de 9 à 12 heures et de 14 à 18 heures, comme la déchetterie de Châteaubernard.



Les usagers seront guidés à l'entrée de la déchetterie

REDEVANCE

CALITOM a adopté mardi une hausse de 1,40 € par habitant et par an (1,70 € TTC), pour abonder le plan de prévention destiné à atteindre 20 % de déchets en moins en Charente. Les élus de Grand-Cognac, soutenus par d'autres, contestaient cette hausse, estimant que le syndicat disposait d'une trésorerie suffisante (15 millions d'euros) pour initier le mouvement, en attendant d'y voir plus clair dans le programme d'actions. Les élus de Grand-Angoulême plaidaient eux pour un effort de 3 €, le comité syndical a coupé la poire en deux. Pour le président Michel Coq, l'effondrement du coût des matériaux incite à la prudence.

Permanence du Cidvat

CHÂTEAUBERNARD Le Collectif interprofessionnel pour la défense des victimes de l'amiante et du travail tiendra sa permanence ce mercredi 3 avril de 15 h à 18 h, salle Jean-Tardif. Les bénévoles insistent sur le fait que les délais pour agir sont souvent circonscrits alors en cas de moindre doute sur une maladie professionnelle, il ne faut pas hésiter à franchir les portes de la permanence.

CHÂTEAUBERNARD

Assemblée générale. L'association des handicapés physiques de la Charente tiendra son assemblée générale ce samedi 6 avril à 10 h 30, salle des fêtes des Pierrières. À l'ordre du jour de cette réunion : rapport d'activité et bilan comptable 2018, modification des statuts, élection d'une nouvelle trésorière, reconduction ou non de la collecte des bouchons, sortie annuelle.